



# ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

## Professions liberales : montant des pensions

Question écrite n° 65187

### Texte de la question

M Jacques Boyon rappelle a M le ministre des affaires sociales et de l'integration que, dans sa reponse a la question ecrite no 50786 (publiee au JO du 30 decembre 1991), son predecesseur s'engageait a prendre rapidement les mesures necessaires pour redresser la situation du regime dit « des avantages sociaux de vieillesse » celle des praticiens et auxiliaires medicaux conventionnes (ASV) et en assurer la perennite. Or la caisse ne dispose pas des ressources suffisantes pour payer au debut de 1993 les allocations dues au titre du 4e trimestre 1992. Il lui demande donc sur quelles ressources immediatement mises a sa disposition la caisse va pouvoir assurer les reglements dus pour le trimestre en cours.

### Texte de la réponse

Reponse. - Le rapport remis a l'issue de la mission conjointe de l'inspection generale des affaires sociales et de l'inspection generale des finances, diligentee au cours de l'ete 1991, sur les regimes des prestations supplementaires de vieillesse des praticiens et auxiliaires medicaux conventionnes (dits regimes ASV) a confirme, en ce qui concerne celui des medecins, la necessite de parvenir a une maitrise de ses charges notamment en reformant les parametres utilises pour la revalorisation des prestations et, s'agissant des liquidations a venir, pour la determination de leur montant. Cette perspective de reforme ne pouvant faire l'objet que d'une concertation entre les organismes d'assurance maladie - qui financent aux deux-tiers les charges du regime - et les syndicats medicaux, un groupe de travail comprenant egalement des representants de l'Etat et de la Caisse autonome de retraite des medecins francais (CARMF), gestionnaire du regime, a ete mis en place le 1er juin 1992 avec pour mission de degager des propositions de reforme permettant d'assurer l'equilibre durable du regime. Parallelement, des mesures d'urgence consistant essentiellement dans le relevement de la cotisation ont ete prises afin de garantir aux allocataires du regime le versement de leurs prestations au titre de l'exercice 1992, conformement a l'engagement pris le 20 novembre 1991 envers chacun d'eux (decrets no 92-182 et 92-1004 des 25 fevrier et 21 septembre 1992). En tout etat de cause, le reglement des arrierages correspondant au 4e trimestre 1992 sera assure puisque les regimes d'assurance maladie ont accepte d'anticiper le versement de leurs parts de cotisations au regime de l'ASV avant le 31 decembre 1992.

### Données clés

**Auteur :** [M. Boyon Jacques](#)

**Circonscription :** - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 65187

**Rubrique :** Retraites : regimes autonomes et speciaux

**Ministère interrogé :** affaires sociales et intégration

**Ministère attributaire :** affaires sociales et intégration

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 14 décembre 1992, page 5582